

## **Intervention FSU 19 le 19 mars 2011 à Tulle**

La traduction d'une politique de rigueur qui se concrétise par la destruction de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires dans notre pays se traduit, également, à l'éducation nationale par une détérioration alarmante des conditions de travail dont font les frais les élèves et les personnels.

Elle se caractérise, dans l'académie de Limoges, par un accablant bilan de réduction de moyens à la rentrée 2011 : 148 postes d'enseignants du premier et du second degré, 11 postes de personnel administratif, et 62 postes d'aide éducateurs est inacceptable.

Non seulement cette diminution drastique des moyens aggravera considérablement les conditions de travail dans tous les établissements de l'académie mais elle hypothéquera l'avenir de bons nombres d'élèves et prioritairement ceux les plus en difficultés.

Cette conception de l'école et plus largement des services publics est aux antipodes des valeurs que nous portons en tant qu'enseignants.

En mettant en place ces mesures, le Gouvernement aggrave considérablement les inégalités et tire un trait sur la volonté d'emmener toute une classe d'âge au plus haut niveau de scolarité possible. Cette situation est insupportable et indigne d'une nation comme la nôtre qui en est arrivée à ce point de maltraitance envers sa jeunesse. Ces choix participent également à la remontée de l'extrême droite dans les sondages, mais également dans l'esprit de citoyens désorientés et forcément attirés par des propos simplistes mais tellement efficaces...

Le Dogme du « toujours mieux avec encore moins » a ses limites, nous le constatons tous les jours dans l'ensemble des établissements scolaires, qui pâtissent de l'affaiblissement des recrutements de tous les personnels : les services administratifs sont dépassés par la masse de travail qu'ils ont à fournir, les vies scolaires ne peuvent plus gérer le quotidien des élèves, les plus jeunes collègues sont mis en très grande difficulté avec une formation bâclée, un grand nombre d'enseignants ne sont plus remplacés et le service public d'orientation scolaire risque d'être très rapidement démantelé .

Voici le quotidien de l'école en l'an 2011 de la 6ème puissance économique mondiale !

Le 22 janvier 2011, ici même, en prévision des mauvais coups que nous attendions, nous avons appelé les enseignants corréziens à mettre en œuvre un plan de lutte pour s'opposer aux décisions de l'administration et pour alerter les parents.

Des dizaines d'établissements ont répondu à l'appel et se sont mobilisés. Les refus de siéger en CA, les motions, les démissions d'élus des personnels, les journées mortes, les distributions de tracts, les journées de grève se sont multipliés dans tout le département, et vont se poursuivre dans les jours et les semaines à venir, notamment dès lundi 21 mars, jour où devrait siéger le CTPA que nous allons boycotter...

Cela fait maintenant 6 à 8 semaines que les enseignants, les parents d'élèves, des élus se mobilisent et que les mouvements ont pris une ampleur jamais égalée sur les questions de DHG. Nous devons , de nouveau, dénoncer l'opération de « camouflage » provoquée par le gouvernement, concernant le 1er degré, reportant après les élections cantonales les annonces de carte scolaire et par delà, réduisant et annulant quasiment les possibilités de riposte...

Selon l'expression consacrée : « ce n'est qu'un début, il faut continuer le combat » ! Tout simplement parce que la réponse de l'administration à ces mobilisations a été de redistribuer quelques miettes pour quelques uns au détriment des autres et parce que ce qui a été sauvé, pour certains, ne l'est souvent que provisoirement et au détriment des autres...

Ne soyons pas naïfs, ce gouvernement jusqu'au dernier jour de son mandat, appliquera cette politique et l'amplifiera si le peuple lui redonne les commandes pour cinq années supplémentaires.

Nous sommes actuellement à un tournant dans l'histoire de l'école de la République. Pour aller plus loin dans la destruction massive d'emploi public nos dirigeants devront refonder l'école et transformer les statuts des personnels et c'est bien ce qui se prépare en coulisses.

De nombreuses déclarations de membres de la majorité attestent que des réflexions sont en cours et que des projets n'attendent que le moment opportun pour surgir et précipiter un changement complet de notre système éducatif en développant, notamment, l'autonomie à tous les niveaux et la révision du temps de travail des enseignants...

La privatisation de l'école est en marche !

L'avenir ne semble pas radieux, mais heureusement l'histoire et l'actualité de ces derniers mois nous rappellent qu'on ne peut rien contre la volonté du peuple, alors à nous de tout mettre en œuvre pour arriver à un niveau de mobilisation tel, que ce soient nos choix et notre vision de l'école qui comptent.

Justement à propos de choix, demain, en Corrèze comme ailleurs, des milliers de citoyens auront à se prononcer sur des candidats qui nous représenteront dans les conseils généraux.

L'occasion est belle d'administrer un carton rouge à tous les fossoyeurs de l'école publique et de l'ensemble des Services Publics...

Pour les non avertis ils ne sont pas toujours faciles à démasquer, n'osant pas afficher clairement leur appartenance politique.

Au premier abord ils sont prompts à s'opposer à la fermeture d'une classe, d'une école de leur canton. Mais ne nous y trompons pas, ils sont et resteront l'émanation de ceux qui travaillent à la casse de l'école et de l'ensemble des services publics.

Alors demain, dans l'arène, aucune clémence ! Et dans la logique des élections régionales, la Corrèze par ses choix devra à nouveau montrer l'exemple.